



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

# **AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA**

**États financiers prospectifs**

**Pour les exercices se terminant le 31 mars 2012 et le 31 mars 2013**

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers prospectifs, y compris du caractère approprié des hypothèses qui les sous-tendent. Ces états financiers sont fondés sur les meilleures informations disponibles. Les hypothèses ont été adoptées en date du 5 mars 2012 et cadrent avec les plans décrits dans le Rapport sur les plans et les priorités.

Original signé

John Knubley, sous-ministre

*Ottawa, Canada*

*02 avril 2012*

Original signé

Pierre Corriveau, dirigeant principal des finances

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État de la situation financière prospectif

au 31 mars

(en milliers de dollars)

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
<b>ACTIFS</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	1 748 846 \$	1 863 169 \$
Débiteurs et avances (note 6)	70 334	67 597
Prêts (note 7)	343 198	329 454
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>2 162 378</b>	<b>2 260 220</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Charges payées d'avance et stocks	1 554	2 688
Immobilisations corporelles (note 8)	398 739	394 993
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>400 293</b>	<b>397 681</b>
	<b>2 562 671 \$</b>	<b>2 657 901 \$</b>
<b>PASSIFS ET AVOIR DU CANADA</b>		
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	1 818 892 \$	1 958 016 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	34 690	34 575
Revenus reportés (note 10)	10 179	10 468
Avantages sociaux futurs (note 11)	50 634	95 620
Autres passifs (note 12)	52 378	61 959
	<b>1 966 773</b>	<b>2 160 638</b>
<b>Avoir du Canada</b>	<b>595 898</b>	<b>497 263</b>
	<b>2 562 671 \$</b>	<b>2 657 901 \$</b>

L'information pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 inclut les montants réels pour la période du 1er avril 2011 au 31 janvier 2012.

Éventualités (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers prospectifs.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État des résultats prospectif  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
<b>CHARGES</b>		
Gestion des risques de l'entreprise	1 817 756 \$	1 681 923 \$
Services internes	419 677	407 827
Science, innovation et adoption	349 695	289 791
Développement du commerce et des marchés	113 496	109 174
Mesures à la ferme	151 665	174 189
Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	95 416	116 578
Connaissances, technologie, information et évaluation sur le plan environnemental	56 298	64 731
Développement de l'agro-entreprise	41 882	75 401
Développement des régions rurales et développement des coopératives	19 459	25 108
Agence canadienne du pari mutuel	10 533	11 052
Facilitation de l'efficacité de la réglementation	35 374	25 680
Conseil des produits agricoles du Canada	2 731	3 128
	<u>3 113 982</u>	<u>2 984 582</u>
<b>REVENUS</b>		
Gestion des risques de l'entreprise	46 042	45 363
Services internes	23 418	23 638
Science, innovation et adoption	24 700	25 063
Mesures à la ferme	22 761	22 811
Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	1 798	1 799
Connaissances, technologie, information et évaluation sur le plan environnemental	5 587	5 592
Agence canadienne du pari mutuel	10 575	11 011
	<u>134 881</u>	<u>135 277</u>
<b>COÛT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<u>2 979 101 \$</u>	<u>2 849 305 \$</u>
<b>ACTIVITÉS TRANSFÉRÉES</b>		
Charges	-	9 187
	-	9 187
<b>COÛT DE FONCTIONNEMENT NET</b>	<u>2 979 101 \$</u>	<u>2 858 492 \$</u>

L'information pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 inclut les montants réels pour la période du 1er avril 2011 au 31 janvier 2012.

Information sectorielle (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers prospectifs.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État de l'avoir du Canada prospectif  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
<b>AVOIR DU CANADA, AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	497 263\$	467 878\$
Coût de fonctionnement net	(2 979 101)	(2 858 492)
Encaisse nette fournie par le gouvernement	3 110 128	2 652 307
Variation du montant dû ou à recevoir du Trésor	(114 323)	159 587
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 15)	81 931	76 563
Éléments d'actif et de passif transférés vers d'autres ministères (note 17)	-	(580)
<b>AVOIR DU CANADA, FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>595 898\$</u>	<u>497 263\$</u>
Avoir réservé du Canada (note 13)	162 878	126 176
Avoir non réservé du Canada	433 020	371 087
<b>AVOIR DU CANADA</b>	<u>595 898\$</u>	<u>497 263\$</u>

L'information pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 inclut les montants réels pour la période du 1er avril 2011 au 31 janvier 2012.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers prospectifs.



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État des flux de trésorerie prospectif  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Coût de fonctionnement net	2 979 101\$	2 858 492 \$
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(42 868)	(46 251)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	90	94
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	6 749	3 209
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(81 931)	(75 563)
<b>Variation de l'état de la situation financière prospectif :</b>		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	2 737	(2 891)
Augmentation (diminution) des prêts	13 744	12 876
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et des stocks	(1 134)	(2 295)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	139 124	(386 096)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(115)	3 165
Diminution (augmentation) des revenus reportés	289	1 133
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	44 986	14 119
Diminution (augmentation) des autres passifs	9 581	232 843
<b>ENCAISSE UTILISÉE PAR LES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>	3 070 353	2 611 835
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	40 002	40 680
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(227)	(208)
<b>ENCAISSE UTILISÉE PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>	39 775	40 472
<b>ENCAISSE NETTE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA</b>	<u>3 110 128\$</u>	<u>2 652 307 \$</u>

L'information pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 inclut les montants réels pour la période du 1er avril 2011 au 31 janvier 2012.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers prospectifs.

## **AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA**

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
*(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)*

### **Note 1 - Pouvoirs et objectifs**

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a été créé à l'origine en 1868. En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*, le ministre est responsable de l'agriculture, des produits dérivés de l'agriculture et de la recherche dans ces domaines, notamment de l'exploitation des stations agronomiques, à moins qu'ils aient été attribués de droit à un autre ministère ou organisme.

Le Ministère est responsable des renseignements, de la recherche, de la technologie, des politiques et des programmes qui permettent d'assurer la sécurité du système alimentaire, de protéger la santé de l'environnement et de gérer l'innovation propice à la croissance.

Voir la section II du [Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013](#) pour plus d'information sur les activités de programme d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

## **AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA**

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### **Note 2 – Méthodologie et hypothèses importantes**

Les états financiers prospectifs ont été établis en fonction des priorités du gouvernement et des plans du Ministère qui sont décrits dans le Rapport sur les plans et les priorités.

Les principales hypothèses utilisées sont :

- (a) Les activités du Ministère resteront, pour l'essentiel, pareilles à celles de l'an dernier.
- (b) Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont basés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- (c) Les provisions pour irrécouvrabilité sont estimées à la lumière de l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- (d) L'information estimative de fin d'exercice pour 2011-2012 représente la situation financière d'ouverture pour établir les résultats prévus de 2012-2013.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 5 mars 2012.



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 3 – Variations et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2011-2012 et pour 2012-2013, les résultats réels des deux exercices risquent de varier par rapport aux prévisions financières présentées, et cet écart pourrait être important.

Lors de la préparation de ces états financiers prospectifs, Agriculture et Agroalimentaire Canada a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Les estimations et les hypothèses sont évaluées de façon continue et sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre les états financiers prospectifs et les états financiers historiques sont notamment :

- (a) Le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations, qui peuvent influencer sur les gains/pertes et les charges d'amortissement.
- (b) La mise en œuvre de nouvelles conventions collectives.
- (c) La conjoncture économique, qui peut avoir un effet à la fois sur le montant du revenu gagné et la recouvrabilité des prêts à recevoir
- (d) Les taux d'intérêt en vigueur au moment de la délivrance du rapport, qui auront un effet sur la valeur actualisée nette des prêts sans intérêts.
- (e) Des modifications supplémentaires au budget de fonctionnement, grâce à de nouvelles initiatives ou ajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le Rapport sur les plans et les priorités est présenté, Agriculture et Agroalimentaire Canada ne mettra pas à jour les prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux crédits ou aux prévisions financières dans les budgets supplémentaires. Les écarts seront expliqués dans le Rapport ministériel sur le rendement.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 4 – Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers prospectifs ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor en vigueur dans le cadre de l'exercice 2010-2011. Ces conventions comptables, énoncées ci-après, s'appuient sur les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucun écart important par rapport aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

- (a) Autorisations parlementaires – le Ministère est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties au Ministère ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif et dans l'état de la situation financière prospectif ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux correspondant aux autorisations parlementaires. La [note 5](#) présente un rapprochement entre les deux méthodes de comptabilisation.
- (b) Consolidation – Les états financiers prospectifs consolidés incluent les comptes des sous-entités qui sont sous le contrôle du Ministère. Les comptes de ces sous-entités ont été consolidés avec ceux du Ministère et toutes les opérations et tous les soldes interorganisationnels ont été éliminés. Les sous-entités comprennent le Conseil des produits agricoles du Canada et l'Agence canadienne du pari mutuel. Les états financiers prospectifs excluent les comptes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne du blé, de la Commission canadienne des grains, de la Commission canadienne du lait et de Financement agricole Canada parce qu'ils ne sont pas sous le contrôle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et par conséquent, ils ne sont pas consolidés.
- (c) Encaisse nette fournie par le gouvernement – Le Ministère fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Ministère est déposée au Trésor et tous les décaissements faits par le Ministère sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les rentrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.
- (d) Le montant dû ou à recevoir du Trésor – Ce poste découle d'un écart temporaire à la fin de l'exercice entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor représente le montant net de l'encaisse que le Ministère est autorisé à prélever à même le Trésor sans autorisation parlementaire supplémentaire de dépenser pour s'acquitter de ses passifs.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### (e) Revenus:

- Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
- Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception à titre de revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.
- Les fonds qui ont été reçus sont comptabilisés comme revenus reportés dans la mesure où le Ministère a une obligation envers d'autres parties de fournir des biens, des services ou des actifs qui seront utilisés à une date future
- Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les remboursements des charges des années antérieures sont inclus dans les revenus de l'exercice où ils sont perçus.
- Les intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés. La comptabilisation des intérêts cesse lorsque le recouvrement du capital et des intérêts n'est pas raisonnablement sûr.

### (f) Charges – Elles sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les subventions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les critères de paiement sont satisfaits. En ce qui concerne les subventions ne faisant pas partie d'un programme existant, la charge est constatée lorsque le gouvernement annonce la décision d'effectuer un transfert ponctuel, dans la mesure où le Parlement a approuvé la loi habilitante ou l'autorisation des paiements avant que les états financiers prospectifs ne soient achevés.
- Les contributions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité ou a rempli les conditions de l'accord de transfert, pourvu que le transfert ait été autorisé et qu'une estimation raisonnable puisse être établie.
- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

- Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés de travail sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

### (g) Avantages sociaux futurs

- (i) Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Ministère au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. En vertu des dispositions législatives en vigueur, le Ministère n'est pas tenu de verser des cotisations au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.
  - (ii) Indemnités de départ : Les employés ont droit aux indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.
- (h) Les débiteurs et les prêts sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.
- (i) Les contributions remboursables sont des contributions pour lesquelles on s'attend à ce que le bénéficiaire rembourse le montant versé. Selon leur nature, elles sont classées comme des contributions remboursables sans condition ou des contributions remboursables avec condition et sont comptabilisées en conséquence.
- (i) Les contributions remboursables sans condition sont des contributions qui doivent être absolument remboursées. Habituellement, ces contributions sont consenties sans intérêt ou à un taux d'intérêt faible. Étant donné les conditions de faveur qui s'y rattachent, elles sont comptabilisées dans l'état de la situation financière prospectif à titre de prêts à leur valeur actualisée estimative. Une provision estimative pour l'irrecouvrabilité est également comptabilisée, au besoin.
  - (ii) Les contributions remboursables avec condition sont des contributions remboursables en tout ou en partie lorsque les conditions établies dans l'entente se réalisent. Par conséquent, elles sont comptabilisées dans l'état de la situation financière prospectif uniquement lorsque les conditions établies dans l'entente prennent effet; elles sont alors comptabilisées comme débiteur et en réduction des charges au titre des paiements de transfert. Une provision estimative pour l'irrecouvrabilité est comptabilisée au besoin.



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

- (j) Éventualités - Une éventualité représente des recouvrements ou obligations possibles qui peuvent devenir des recouvrements ou obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non.
  - (i) Passifs éventuels - Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non pas et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers prospectifs.
  - (ii) Recouvrements éventuels - Les recouvrements éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Cependant, les recouvrements éventuels dont la matérialisation est jugée probable présentés dans les notes complémentaires aux états financiers prospectifs.
- (k) Garanties de prêt ou de prix - Une provision sur des garanties d'emprunt ou de prix est comptabilisée lorsqu'il est probable qu'un paiement sera effectué pour honorer une garantie et que le montant de la perte anticipée peut être raisonnablement estimé. Le montant de la provision pour pertes est déterminé en prenant en considération l'historique des pertes antérieures ainsi que les conditions économiques influant sur la capacité de remboursement des emprunteurs. La provision est révisée régulièrement et les variations de la provision sont présentées dans les notes complémentaires aux états financiers prospectifs.
- (l) Passifs environnementaux - Les passifs environnementaux reflètent les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état de sites contaminés. À partir des meilleures estimations de la direction, on comptabilise un passif et une charge lorsque la contamination se produit ou lorsque le Ministère est mis au courant de la contamination et est obligé ou probablement obligé d'assumer ces coûts. S'il n'est pas possible de déterminer la probabilité de l'obligation du Ministère d'assumer ces coûts ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, les coûts sont présentés à titre de passif éventuel dans les notes complémentaires aux états financiers prospectifs.
- (m) Immobilisations corporelles - Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Le Ministère n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique, ni les collections dans les musées.



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	PÉRIODE D'AMORTISSEMENT
Bâtiments	20 à 30 ans
Travaux et infrastructure	15 à 40 ans
Machines et matériel	7 à 20 ans
Véhicules	7 à 25 ans
Matériel informatique et logiciels	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

Les immobilisations en cours de construction sont constatées dans la catégorie d'immobilisations correspondante au cours de l'exercice où elles sont prêtes à être mises en service et leur amortissement doit commencer dès qu'elles sont prêtes à être mises en service.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

## Note 5 - Autorisations parlementaires

Le Ministère reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats prospectif et l'état de la situation financière prospectif d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées dans un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. En conséquence, les résultats de fonctionnement nets du Ministère diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

### (a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatif 2012
<b>Coût de fonctionnement net</b>	2 979 101\$	2 858 492\$
<b>Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant pas d'incidence sur les autorisations :</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles	(42 868)	(46 251)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	90	94
Variation n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	6 749	3 209
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(81 931)	(76 563)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et des stocks	(1 170)	(2 331)
Augmentation (diminution) de l'avoir réservé du Canada	36 702	36 278
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(115)	3 165
Diminution (augmentation) des charges à payer	(35 992)	(9 719)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	44 986	14 119
Diminution (augmentation) des provisions pour créances douteuses	(9 919)	(8 534)
Remboursement des charges des exercices antérieurs	5 781	28 532
Revenu non disponible pour dépenser	(5 708)	(6 155)
Revenu disponible pour dépenser	(12 257)	(12 399)
Autres	70 053	59 980
	(25 599)	(16 575)
<b>Rajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	40 002	40 680
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(227)	(208)
Augmentation (diminution) des prêts	19 260	44 221
Augmentation des stocks	36	36
	59 071	84 729
<b>Ressources inutilisées prévues pour l'exercice</b>	-	46 904
<b>AUTORISATIONS DISPONIBLES PRÉVUES</b>	<u>3 012 573\$</u>	<u>2 973 550\$</u>

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### (b) Autorisations demandées

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
<b>AUTORISATIONS DEMANDÉES :</b>		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	684 284\$	752 027\$
Crédit 5 - Dépenses en capital	26 747	34 151
Crédit 10 - Paiements de transfert	427 715	459 143
Montants législatifs	1 873 827	1 728 229
<b>AUTORISATIONS DISPONIBLES PRÉVUES</b>	<u>3 012 573\$</u>	<u>2 973 550\$</u>

Les autorisations présentées représentent les résultats prévus en ce qui concerne les postes législatifs, les initiatives approuvées qui sont incluses et qui devraient être incluses dans les documents de budget des dépenses et, lorsque des estimations raisonnables peuvent être effectuées, les montants estimatifs des affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 6 - Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente des détails sur les comptes débiteurs et les avances du Ministère :

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Débiteurs d'autres ministères et organismes fédéraux	12 738\$	9 053\$
Débiteurs de l'extérieur	96 203	97 782
Avances aux employés	<u>78</u>	<u>82</u>
	109 019	106 917
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs extérieurs	(38 685)	(39 320)
	<u>70 334\$</u>	<u>67 597\$</u>

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 7 - Prêts

Le tableau suivant donne le détail des soldes débiteurs des prêts du Ministère.

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Contributions remboursables	98 931\$	79 672\$
Prêts résultant des programmes de garantie	<u>408 555</u> 507 486	<u>417 780</u> 497 452
Provision pour irrécouvrabilité	(164 288)	(167 998)
	<u>343 198\$</u>	<u>329 454\$</u>

#### (a) Contributions à remboursement non conditionnel

Les contributions à remboursement non conditionnel sont des contributions versées à des parties externes qui sont remboursables selon les conditions initiales des contributions.

#### (b) Prêts résultant des programmes de garantie

Les prêts du Ministère sont le résultat des garanties offertes par le prêteur initial conformément aux conditions de divers programmes de garantie de prêt. Ces prêts sont exigibles des emprunteurs aussitôt que le paiement est effectué au prêteur d'origine. Les taux d'intérêt sur ces prêts varient selon les conditions initiales et les réglementations gouvernementales en vigueur. Une provision de 164 288 000 \$ (167 998 000 \$ en 2012) est estimée.



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 8 - Immobilisations corporelles

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	COÛT				SOLDE DE CLÔTURE
	SOLDE D'OUVERTURE	ACQUISITIONS	ALIÉNATIONS ET RADIATIONS	TRANSFERTS ET RECLASSEMENTS	
Terrains	12 991 \$	-\$	-\$	-\$	12 991 \$
Bâtiments	600 424	157	197	9 209	609 593
Travaux et infrastructure	59 111	-	79	2 703	61 735
Machines et matériel	187 958	6 045	2 697	(16)	191 290
Véhicules	68 224	2 818	1 476	184	69 750
Améliorations locatives	25 264	-	44	2 536	27 756
Matériel informatique et logiciels	90 421	1 777	904	6 807	98 101
Immobilisations en construction	<u>45 697</u>	<u>29 205</u>	<u>-</u>	<u>(15 614)</u>	<u>59 288</u>
	1 090 090 \$	40 002 \$	5 397 \$	5 809 \$	1 130 504 \$

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	AMORTISSEMENT CUMULÉ				
	SOLDE D'OUVERTURE	AMORTISSEMENT	ALIÉNATIONS ET RADIATIONS	TRANSFERTS ET RECLASSEMENTS	SOLDE DE CLÔTURE
Terrains	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$
Bâtiments	418 009	18 440	178	(33)	436 238
Travaux et infrastructure	24 799	1 646	78	26	26 393
Machines et matériel	129 435	8 648	2 641	(205)	135 237
Véhicules	43 781	3 659	1 416	122	46 146
Améliorations locatives	13 981	1 136	44	(378)	14 695
Matériel informatique et logiciels	65 092	9 340	904	(472)	73 056
Immobilisations en construction	-	-	-	-	-
	695 097 \$	42 869 \$	5 261 \$	(940) \$	731 765 \$

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### VALEUR COMPTABLE NETTE

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	RÉSULTATS PRÉVUS 2013	RÉSULTATS ESTIMATIFS 2012
Terrains	12 991 \$	12 991 \$
Bâtiments	173 355	182 415
Travaux et infrastructure	35 342	34 312
Machines et matériel	56 053	58 523
Véhicules	23 604	24 443
Améliorations locatives	13 061	11 283
Matériel informatique et logiciels	25 045	25 329
Immobilisations en construction	<u>59 288</u>	<u>45 697</u>
	398 739 \$	394 993 \$

Les immobilisations en construction transférées et reclassées sont des actifs qui ont commencé à être utilisés au cours de l'exercice et qui ont été transférés dans la catégorie d'immobilisations pertinente.

Le 15 novembre 2011, le Ministère a transféré du matériel informatique et des logiciels d'une valeur comptable nette de 2 995 000 \$ à Services partagés Canada (voir [note 17](#)).

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs

pour l'exercice se terminant le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 9 - Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente des détails sur les créditeurs et les charges à payer du Ministère :

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Créditeurs – Autres ministères et organismes	18 387\$	17 060\$
Créditeurs – Parties externes	<u>1 686 366</u> 1 704 753	<u>1 790 825</u> 1 807 885
Charges à payer	114 139	150 131
	<u>1 818 892\$</u>	<u>1 958 016\$</u>

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 10 - Revenu reporté

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant principalement des ententes de collaboration et des accords relatifs au partage des frais réservés au financement des charges liées à des projets de recherche spécifiques, ainsi que de montants correspondant à des droits versés avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés dans la période où les charges sont engagées ou le service exécuté. Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Solde d'ouverture	10 468\$	11 601\$
Somme à recevoir prévue	5 429	5 427
Revenus constatés	(5 718)	(6 560)
Solde de clôture	<u>10 179\$</u>	<u>10 468\$</u>



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 11 - Avantages sociaux futurs

#### (a) Prestations de retraite

Les employés du Ministère participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que le Ministère versent des cotisations couvrant le coût du régime. Les charges prévues à ce titre s'élèvent à 60 985 000 \$ en 2012 et à 61 851 000 \$ en 2013, soit environ 1,9 fois les cotisations des employés.

La responsabilité du Ministère relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

#### (b) Indemnités de départ

Le Ministère verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire final. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures. Dans le cadre de la négociation de conventions collectives avec certains groupes d'employés, et à la suite de modifications apportées aux conditions d'emploi de membres de la direction et de certains employés non représentés, l'accumulation de l'indemnité de départ prendra fin en 2012. On a offert aux employés touchés par cette mesure le choix de se faire immédiatement verser, en tout ou en partie, le montant de l'indemnité accumulée ou de se la faire verser, en tout ou en partie, au moment de la cessation d'emploi. Ces modifications ont été prises en compte dans le calcul de l'obligation au titre des prestations à verser. Voici des informations sur les indemnités de départ estimatives en date des présents états financiers :

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	95 620\$	109 739\$
Charge pour l'exercice	4 358	22 722
Prestations versées prévues pendant l'exercice	(49 344)	(36 841)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	<u>50 634\$</u>	<u>95 620\$</u>

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 12 - Autres passifs

Le Ministère détient des fonds en fiducie du programme Agri-investissement, du programme Agri-stabilité et des dépôts de garantie.

Le programme Agri-investissement est un compte d'épargne destiné au producteur; il remplace la couverture de légères baisses de revenu offerte par de précédents programmes. Les paiements de programme sont des frais partagés avec les provinces ou territoires; les producteurs peuvent effectuer des retraits suivant des modalités particulières. Depuis 2010, les producteurs peuvent faire leurs dépôts dans le cadre du programme Agri-investissement auprès de l'institution financière participante de leur choix. Par conséquent, les fonds déjà détenus par le gouvernement fédéral sont transférés au compte Agri-investissement que le producteur possède dans une institution financière.

Le programme Agri-stabilité aide les producteurs à protéger leur exploitation contre les baisses importantes de revenu. Les paiements de programme sont partagés entre le gouvernement fédéral (60 %) et les provinces et territoires (40 %). La part provinciale/territoriale des contributions et l'intérêt payé sur les contributions sont détenus dans un compte à fins déterminées jusqu'à ce que les producteurs épuisent leurs fonds.

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Solde d'ouverture	61 959\$	294 802\$
Dépôts prévus	427 737	414 478
Retraits prévus	(437 318)	(647 321)
Solde de clôture	<u>52 378\$</u>	<u>61 959\$</u>

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 13 - Avoir réservé du Canada

Une partie de l'avoir du Ministère est réservée et affectée à des fins particulières. Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'état des résultats. Le Ministère assure le fonctionnement de deux programmes qui exigent que les revenus soient affectés aux charges du programme conformément à la législation.

La Caisse de réassurance-récolte a été établie en vertu de la *Loi sur la protection du revenu agricole*. Ce programme assure les provinces participantes pour les frais qu'elles ont engagées relativement à l'administration de divers régimes d'assurance-récolte. La caisse comptabilise les recettes et déboursés suivant les dispositions des accords de réassurance. Lorsque les revenus sont inférieurs aux paiements effectués, le ministre des Finances peut autoriser des avances de fonds additionnels pour couvrir ces obligations.

Le Compte de stabilisation des produits agricoles a été établi en vertu de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*, qui régissait les comptes de stabilisation et qui a été abrogée et remplacée par la *Loi sur la protection du revenu agricole* le 1<sup>er</sup> avril 1991. Ces comptes avaient pour but de réduire les pertes de revenu des producteurs découlant des risques du marché en stabilisant les prix. Les primes étaient partagées également entre le gouvernement du Canada et les provinces et producteurs participants. Les activités courantes se limitent au recouvrement des créances.

Le solde des comptes à la fin de l'exercice est inclus dans l'avoir du Canada. Voici les opérations portées aux comptes :

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
<b>CAISSE DE RÉASSURANCE-RÉCOLTE – FONDS RÉSERVÉS</b>		
Solde, début de l'exercice	125 529\$	89 251\$
Revenus prévus	36 702	36 278
Charges prévues	-	-
Solde, fin de l'exercice	162 231	125 529
 <b>COMPTES DE STABILISATION DES PRODUITS AGRICOLES – FONDS RÉSERVÉS</b>	 647	 647
 <b>TOTAL DES FONDS RÉSERVÉS DE L'AVOIR DU CANADA, FIN DE L'EXERCICE</b>	 <u>162 878\$</u>	 <u>126 176\$</u>

## **AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA**

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### **Note 14 - Éventualités**

Les éventualités découlent du cours normal des activités et leur dénouement est inconnu. Il existe cinq catégories de passif éventuel :

#### **(a) Sites contaminés**

On comptabilise les éléments de passif afin d'inscrire les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état des sites contaminés lorsque le Ministère est obligé ou probablement obligé d'assumer ces coûts. En date de la préparation des présents états financiers prospectifs, le Ministère avait identifié environ 26 sites où des mesures sont possibles et pour lesquels un passif de 1 462 000 \$ a été comptabilisé. Le Ministère a évalué des coûts additionnels d'assainissement de 2 706 000 \$ qui ne sont pas comptabilisés puisqu'il est peu probable que ces coûts soient engagés pour le moment. Les nouveaux sites supplémentaires, les modifications apportées à la stratégie de remise en état ou les modifications significatives aux montants comptabilisés ou non n'ont pas été pris en compte lors de l'établissement des prévisions pour les années futures couvertes par les présents états financiers. Par ailleurs, les efforts déployés en permanence par le Ministère pour évaluer les sites contaminés peuvent entraîner des passifs environnementaux additionnels ayant trait aux sites récemment établis ou aux modifications apportées aux évaluations ou à l'utilisation prévue des sites existants. Ces éléments de passif seront comptabilisés par le Ministère durant l'exercice où ils deviennent vraisemblables et où il est possible d'en faire une estimation raisonnable.

#### **(b) Réclamations et litiges**

Le Ministère a été cité dans des réclamations fondées en droit contre le gouvernement du Canada liées à l'industrie agricole, pour lesquelles le montant et la probabilité ne peuvent être déterminés. La divulgation limitée au sujet des obligations éventuelles pour les réclamations fondées en droit reconnues par le Ministère reflète exactement le caractère délicat et l'état d'avancement des réclamations en cours.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### (c) Garanties de prêts ou de prix

À la date de préparation de ces états financiers prospectifs, le Ministère avait relevé les garanties et provisions non réglées suivantes :

	LIMITES AUTORISÉES	GARANTIES EN VIGUEUR		PROVISIONS AU 31 MARS	
		Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Prêts conformément au Programme de paiements anticipés en vertu de la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	5 000 000 \$	1 420 354 \$	1 549 667 \$	111 773 \$	147 816 \$
Prêts aux producteurs en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	3 000 000	90 398	85 314	904	853
Ententes de garantie de prix avec des organismes de commercialisation conformément au Programme de mise en commun des prix en vertu de la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	Aucune limite	20 922	12 137	-	-
		<u>1 531 674 \$</u>	<u>1 647 118 \$</u>	<u>112 677 \$</u>	<u>148 669 \$</u>



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Une provision pour pertes représente le montant enregistré pour la perte estimée sur les garanties d'emprunt en vigueur et est incluse dans les charges à payer.

Dans le cadre du Programme de paiements anticipés de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, le Ministère garantit le remboursement des avances consenties aux producteurs au printemps et à l'automne par les associations de producteurs, créant ainsi un environnement d'affaires plus stable. Le montant d'avance maximale du programme est de 400 000 \$. Le délai de remboursement de ces prêts est généralement de 18 mois.

En vertu de la *Loi sur les prêts agricoles*, le Ministère garantit les prêts consentis par des institutions financières aux agriculteurs pour l'amélioration et la mise en valeur des exploitations agricoles, ainsi que pour la transformation, la distribution et la commercialisation des produits agricoles. Ce programme garantit 95 % de la valeur des prêts consentis aux exploitations et aux coopératives par les institutions financières. Pour les demandeurs, y compris les sociétés, le montant maximal d'un prêt accordé en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* est de 500 000 \$. La plupart des prêts doivent être remboursés dans les 10 ans; dans le cas des prêts pour l'achat de terrains, la période de remboursement est de 15 ans.

Dans le cadre du Programme de mise en commun des prix de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, le Ministère fournit une garantie de prix qui protège les offices de commercialisation et les producteurs contre un effondrement imprévu du prix du marché de leurs produits. Ce programme n'est assorti d'aucune provision étant donné qu'il est peu probable que des coûts soient générés.

### (d) Contributions à remboursement conditionnel

À la date de préparation de ces états financiers prospectifs, le Ministère avait relevé trois programmes assortis de contributions à remboursement conditionnel. On ne prévoit aucun nouveau programme ni modification importante des montants des charges des programmes pour les années futures présentées dans ces états financiers.

Dans le cadre du Programme de réserve pour pertes sur prêts relatifs à l'abattage des ruminants, qui a pris fin en 2007, les contributions à remboursement conditionnel totalisaient 6 612 000 \$. Les fonds versés et les intérêts accumulés sont remboursables dans un délai de 10 ans et au plus tard le 31 décembre 2017, moins les montants utilisés pour couvrir une partie des défauts de paiement des prêts.

Dans le cadre de l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants, les contributions à remboursement conditionnel ont atteint 51 348 000 \$. Le remboursement dépend de la rentabilité du projet et la période de remboursement maximale est de sept ans.

Dans le cadre du Programme d'amélioration de l'abattage, les contributions à remboursement conditionnel ont totalisé 21 781 000 \$. Le remboursement dépend de la rentabilité du projet et la période de remboursement maximale est de 10 ans.

## **AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA**

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars

*(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)*

### **(e) Recouvrement éventuel**

Agri-stabilité et le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) sont des programmes à frais partagés entre les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux. L'initiative de transition du PCSRA pour l'évaluation des stocks est un programme financé par le fédéral. Lorsque les gouvernements provinciaux/territoriaux administrent ces programmes et que des paiements ont en trop sont constatés, le gouvernement fédéral est en droit de recouvrer sa contribution au financement lorsque les paiements en trop sont recouvrés. À la date de la préparation de ces états financiers prospectifs, le Ministère a estimé le montant recouvrable éventuel à 10 063 000 \$. Le recouvrement éventuel n'est pas consigné dans les états financiers.

## AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 15 - Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Ministère est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Ministère conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice, le Ministère a reçu des services courants gratuitement d'autres ministères qui sont décrits ci-dessous.

#### (a) Services courants fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, le Ministère reçoit gratuitement des services de certaines organisations offrant des services communs relatifs aux locaux, aux services juridiques, aux cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et au régime de soins dentaires et à l'indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats prospectif du Ministère :

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	47 387\$	44 874\$
Locaux	31 571	28 659
Services juridiques	1 547	1 553
Indemnisation des accidentés du travail	1 426	1 477
	<u>81 931\$</u>	<u>76 563\$</u>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organismes de services communs, afin qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Les coûts de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et les services de vérification offerts par le Bureau du vérificateur général ne sont pas inclus dans l'état des résultats prospectifs du Ministère.

## AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### (b) Autres opérations entre apparentés

	Résultats prévus 2013	Résultats estimatifs 2012
Charges – Autres ministères et organismes fédéraux	164 262\$	158 959\$
Revenus – Autres ministères et organismes fédéraux	10 200\$	10 079\$

## AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 16 - Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle repose sur l'architecture des activités de programmes du Ministère. Elle est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 4, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées prévues et les revenus générés prévus pour les principales activités de programme, par principaux articles de dépense et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

													RÉSULTATS PRÉVUS 2013 TOTAL	RÉSULTATS ESTIMATIFS 2012 TOTAL
*	GRE	SI	SIA	DCM	MF	SGR	CTIEE	DA	DRRC	ACPM	FER	CPAC		
CHARGES														
Palements de transfert	1 774 528 \$	- \$	192 540 \$	57 823 \$	48 295 \$	68 758 \$	7 148 \$	35 461 \$	9 631 \$	- \$	- \$	- \$	2 194 184 \$	2 005 474 \$
Salaires et avantages sociaux	53 191	200 895	94 611	38 005	55 625	16 905	31 804	2 360	7 556	4	12 679	1 428	515 063	558 553
Services professionnels et autres	22 621	50 086	27 738	9 759	9 258	3 002	8 154	3 838	1 339	9 055	15 528	635	161 013	155 231
Provision pour garantie d'emprunt et créances irrécouvrables	(35 992)	9 919	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(26 073)	(1 185)
Fournitures et approvisionnements	869	20 285	24 260	1 075	21 523	4 835	5 555	17	85	165	5 061	213	83 943	73 186
Amortissement des immobilisations corporelles	-	42 579	-	-	-	-	-	-	-	289	-	-	42 868	46 251
Installations	802	60 199	423	1 004	3 507	158	188	12	32	720	415	43	67 503	71 028
Déplacements	713	5 173	5 649	5 778	4 012	1 451	2 627	192	815	275	1 476	346	28 507	25 824
Réparations et entretien	1 024	14 974	4 370	51	8 665	306	817	2	1	17	215	66	30 508	29 459
Électricité et autres services publics	-	15 567	104	1	780	1	5	-	-	8	-	-	16 466	20 761
Caisse de réassurance-récolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES CHARGES	1 817 756	419 677	349 695	113 496	151 665	95 416	56 298	41 882	19 459	10 533	35 374	2 731	3 113 982	2 984 582
REVENUS														
Caisse de réassurance-récolte	36 702	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36 702	36 278
Vente de biens et services	3 960	14 019	20 344	-	21 648	1 213	3 009	-	-	10 544	-	-	74 737	74 844
Intérêts	1 753	8 101	21	-	42	31	88	-	-	31	-	-	10 067	11 404
Projets conjoints et ententes de partage des coûts	3 580	255	1 321	-	-	-	916	-	-	-	-	-	6 072	7 013
Gain sur l'aliénation d'actifs	47	1 043	3 014	-	1 071	554	1 574	-	-	-	-	-	7 303	5 738
TOTAL DES REVENUS	46 042	23 418	24 700	-	22 761	1 798	5 587	-	-	10 575	-	-	134 881	135 277
COÛT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 771 714 \$	396 259 \$	324 995 \$	113 496 \$	128 904 \$	93 618 \$	50 711 \$	41 882 \$	19 459 \$	(42) \$	35 374 \$	2 731 \$	2 979 101 \$	2 849 305 \$

\*GRE – Gestion des risques de l'entreprise; SI – Services internes; SIA – Science, Innovation et Adoption; DCM – Développement du commerce et des marchés; MF – Mesures à la ferme; SGR – Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments; CTIEE – Connaissances, technologie, information et évaluation sur le plan environnemental; DA – Développement de l'agroentreprise; DRRC – Développement des régions rurales et développement des coopératives; ACPM – Agence canadienne du pari-mutuel; FER – Facilitation de l'efficacité de la réglementation; CPAC – Conseil des produits agricoles du Canada.



## AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA

Notes complémentaires aux états financiers prospectifs  
pour l'exercice se terminant le 31 mars  
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

### Note 17 – Transferts à destination d'autres ministères

Le 15 novembre 2011, le Ministère a confié la responsabilité du courriel, du centre des données et des réseaux ainsi que de l'unité de soutien à Services partagés Canada, conformément au décret C.P. 2011-1297, y compris la responsabilité de la gérance des actifs et des passifs associés au programme. Par conséquent, le Ministère transférera les actifs et passifs suivants associés au courriel, au centre des données, aux réseaux et à l'unité de soutien à Services partagés Canada :

	Résultats estimatifs <u>2012</u>
<b>ACTIFS</b>	
Immobilisations corporelles (valeur comptable nette) (note 8)	<u>2 995\$</u> 2 995
<b>PASSIFS</b>	
Indemnités de vacances et congés compensatoires	933
Avantages sociaux futurs (note 11)	<u>1 482</u> 2 415
Rajustement de l'avoir du Canada	580\$

De plus, les chiffres correspondants de 2012 ont été reclassés sur l'état des résultats prospectif afin de présenter les revenus et charges liés aux activités transférées.